

EXPOSE DU CHEF DU DEPARTEMENT POLITIQUE
DESTINE AUX COMMISSIONS DES AFFAIRES ETRANGERES
DU CONSEIL DES ETATS
ET
DU CONSEIL NATIONAL

Séances du 4 février 1974
et du 14 février 1974

La dernière fois que nous nous trouvions réunis, les combats venaient à peine de s'arrêter au Proche-Orient. Un cessez-le-feu précaire s'était, non sans peine, institué dans la méfiance réciproque. Sur le terrain, notamment sur le front du Sinaï, la situation offrait la plus grande confusion: de part et d'autre de la ville de Suez, les lignes du front étaient si enchevêtrées, les problèmes d'intendance et de logistique si compliqués, qu'il semblait impossible que les choses puissent demeurer longtemps en état. D'autant moins que la ligne elle-même du cessez-le-feu se voyait contestée du fait des mouvements opérés par l'armée israélienne après le premier ordre du Conseil de sécurité du 22 octobre 1973. De sorte que l'ensemble des observateurs ne tombaient d'accord que sur un seul point, à savoir qu'une situation pareillement instable devait inévitablement déboucher sur une reprise des combats ou alors sur des négociations entre gouvernements intéressés pour permettre le réajustement de leurs forces sur des lignes mutuellement reconnues, plus clairement tracées et partant, plus faciles à contrôler.



- 2 -

II

La conjoncture internationale nous offre trop peu de sujets de satisfaction pour qu'on ne saisisse pas l'occasion de se réjouir de l'évolution intervenue depuis lors dans le secteur du canal de Suez. Après une première prise de contact entre les ministres des affaires étrangères des principaux pays intéressés (la Syrie mise à part), le 21 décembre dernier à Genève - et qui, dans la meilleure acception du terme, ne constitua ni plus ni moins qu'un lever de rideau - Egyptiens et Israéliens se sont apparemment résolus à s'engager dans la voie des négociations.

Une difficulté devait être au préalable surmontée: depuis la guerre des Six-jours, les dirigeants israéliens n'avaient cessé de réclamer des contacts directs entre les parties au conflit, tandis que le Caire, à l'instar de ses partenaires arabes, préférait des pourparlers sous l'égide des Nations Unies à un tête-à-tête qui eût, à ses yeux, placé Israël en position de force. C'est au chef de la diplomatie américaine que revient le mérite d'avoir débloqué une situation qui semblait sans issue et qui, de fait, avait depuis six ans, lourdement contribué à paralyser tout le processus des négociations réclamées par la fameuse résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967. C'est en se faisant le messenger volant de la paix, que le Secrétaire d'Etat Kissinger est finalement parvenu à contourner ce difficile obstacle de procédure et à rapprocher suffisamment les points de vues égyptiens et israéliens pour que soit conclu l'accord de désengagement du 19 janvier dernier.

- 3 -

Il s'agit là d'une contribution préliminaire mais importante au règlement pacifique du conflit. C'est davantage qu'un simple accord militaire portant délimitation et séparation des forces en présence, mais ce n'est pas encore la première phase d'une négociation de paix proprement dite.

L'accord réalisé - vous l'avez lu - va en effet au-delà d'une simple rectification du front puisqu'il implique un retrait substantiel des troupes israéliennes sur la ligne des cols de Gidi et Mitla, soit à une trentaine de kilomètres du Canal de Suez. Ce qui restitue à l'Egypte le contrôle des deux rives de la voie d'eau internationale. Cela dit, le désengagement en cours de réalisation ne préjuge nullement de l'attribution définitive des territoires arabes occupés. En d'autres termes, l'épineux problème des futures frontières d'Israël demeure entier.

A cet égard, une question vient aussitôt à l'esprit : l'Egypte s'était jusqu'à ce jour refusée à tout arrangement limité au seul Canal de Suez, c'est-à-dire à tout accord intermédiaire qui ne serait pas strictement subordonné à un règlement d'ensemble, dont il ne constituerait que la première phase, les étapes suivantes devant se dérouler selon un calendrier rigoureusement fixé. (C'est ce point de vue très ferme du Caire qui, en son temps, avait mis en échec le Plan Rogers). Or, l'accord de désengagement, du moins tel qu'il a été publié, ne comporte pas de dispositions précises dans ce sens. Il se borne à constater qu'il constitue un premier pas vers une paix juste et durable.

- 4 -

Il n'est pas concevable que le Président Sadate ait pu, sur un point d'une pareille importance, abandonner la position égyptienne traditionnelle, ce qui l'aurait immanquablement exposé au double reproche de son opinion publique et de ses alliés, voire du monde arabe tout entier, de trahir la cause commune en recherchant une paix séparée avec Israël. Force est donc d'admettre qu'au-delà de l'accord publié le 19 janvier dernier, M. Kissinger a réussi à dégager un terrain d'entente suffisant entre Israël et l'Égypte sur le processus même des négociations de paix proprement dites, dont le gouvernement américain se serait plus ou moins porté garant. D'ailleurs, la plupart des observateurs internationaux ont fait valoir qu'un des avantages majeurs de l'accord signé au kilomètre 101 était d'ouvrir la voie à une reprise prochaine des travaux de la conférence de Genève, cette fois-ci avec la participation non seulement des Jordaniens, mais des deux autres principaux protagonistes absents le 21 décembre, à savoir : dans tous les cas les Syriens et peut-être aussi les Palestiniens, s'ils y tiennent, ce qui n'est pas prouvé.

Mais ici apparaît immédiatement une difficulté : Israël se refuse à entrer en pourparlers avec la Syrie aussi longtemps que Damas ne lui aura pas fait parvenir une liste des prisonniers israéliens détenus depuis la guerre d'octobre, ce à quoi il s'est obstinément refusé jusqu'à présent. D'autre part, et c'est important, l'Égypte subordonne la reprise de la conférence de Genève à un désengagement négocié pour le front du Golan. Pour dénouer cet imbroglio on parle d'ores et déjà d'une nouvelle tournée au Proche-Orient de M. Kissinger.

- 5 -

III

Si l'accord de désengagement avait pour objet essentiel de liquider les séquelles du dernier round israélo-arabe, la conférence de Genève devra, elle, s'attaquer au fond du problème. C'est dire qu'elle portera sur la substance même du différend qui, depuis plus de 25 ans, trouble et ensanglante la région du Levant et constitue une pierre d'achoppement sur la voie de la coopération internationale. C'est dire l'immensité et la difficulté de sa tâche.

Dans cette perspective, l'accord israélo-égyptien fait plus que régler un préalable, il contribue aussi - et ce n'est pas là son moindre mérite - à dépassionner un climat qui rendait quasi impossible toute approche calme et objective des problèmes en cause. Mais, encore une fois, sur le règlement du conflit lui-même, tout reste à faire.

Sans sous-estimer nullement la complexité de la tâche qui attend les négociateurs, je crois qu'on peut relever que le dernier rebondissement du différend aura eu au moins le mérite de démontrer que les solutions extrêmes sont désormais irréalisables. D'un côté, la plupart des dirigeants arabes donnent aujourd'hui l'impression de s'être résignés à accepter comme un fait l'existence de l'Etat d'Israel, ce qui vaut aussi pour Moscou. Parallèlement, ceux des dirigeants israéliens qui s'accrochaient au rêve messianique d'un Etat sioniste en constante expansion, semblent bien l'avoir abandonné. Si tel est le cas - ce que nous souhaitons tous - la voie menant à une solution

transactionnelle ne se trouve plus irrémédiablement bloquée. Mais c'est une voie étroite et parsemée d'embûches. Cela dit, les obstacles qui subsistent ne présentent pas tous une égale difficulté. Or, ce fut toujours une bonne méthode que de sérier les problèmes par ordre de complexité croissante. Dans une telle perspective, on pourrait par exemple envisager les quatre étapes suivantes :

- a) Attribution des territoires ne possédant pas une valeur stratégique intrinsèque, ce qui vaut essentiellement pour l'ensemble de la péninsule du Sinaï;
- b) Problème de Sharm-el-Sheikh et des hauteurs du Golan, où l'on pourrait, par exemple, imaginer l'établissement de bases israéliennes ou plutôt de zones démilitarisées sous contrôle qui n'impliqueraient pas nécessairement un transfert de souveraineté;
- c) Problème palestinien, sous ses trois aspects : humanitaire, territorial et national;
- d) Jérusalem.

Il n'y a pas de doute qu'une telle entreprise nécessitera des trésors de patience, pour ne pas dire d'endurance. Elle réclamera aussi des parties en cause, et de leurs alliés, de grandes ressources d'imagination. Et qui sait, telle solution qui aujourd'hui est jugée utopique, pourrait paraître moins irréalisable au fur et à mesure que les antagonistes se seront habitués à coexister plus ou moins pacifiquement.

IV

Mais, Israéliens et Arabes ne sont pas seuls en cause, Leur malheur historique a voulu qu'ils habitent une région à laquelle de tout temps les grandes puissances ont voué un intérêt vigilant, pour des raisons à la fois stratégiques, politiques et économiques.

Héritier des Tsars, le Kremlin a toujours été attentif à une zone susceptible de lui ouvrir l'accès aux mers chaudes et qui, adjacente à ses frontières, est considérée par lui comme le flanc sud de sa protection impériale.

Quant aux Etats-Unis, dont la présence dans le secteur est relativement récente, ils ont pris la suite des Puissances d'Europe occidentale pour lesquelles le Proche-Orient avait constitué, tout à la fois la clef de leur bastion méridional et la source essentielle des produits énergétiques indispensables à leur expansion industrielle.

Brochant sur le tout, les deux Super-Puissances, parvenues l'une et l'autre à la parité nucléaire, estiment que les responsabilités mondiales qui en découlent les habilitent à s'opposer à toute modification unilatérale de l'équilibre existant. En d'autres termes, on ne saurait concevoir de règlement du conflit israélo-arabe qui ne tienne pas compte des intérêts à la fois convergents et divergents de Moscou et de Washington, associés dans ce que M. Kissinger nomme, d'un terme difficilement traduisible en français : une "adversary partnership" (eine gegnerische Partnerschaft). Cas échéant, en français, une "coopération d'adversaires".

Or, jusqu'à présent, Russes et Américains ont tout juste été capables d'éviter que la situation n'échappe à leur contrôle, au risque de mettre en danger, non seulement leurs relations bilatérales, mais avec elles la paix du monde.

Il reste à voir s'ils seront maintenant en mesure de contribuer plus efficacement, soit par une action conjointe, soit en suivant des voies parallèles, au rétablissement du calme dans la région et par là, à l'instauration de cette paix juste et durable si fréquemment et universellement réclamée.

Deux facteurs les ont jusqu'ici empêchés d'y parvenir : d'une part une méfiance réciproque, qui faisait craindre à chacun d'eux que l'autre partenaire ne cherche en fait, sous le couvert d'un accord régional, à établir sa propre suprématie dans une région aussi vitale. D'autre part, le fait que Moscou ni Washington n'ont jamais complètement réussi, nonobstant le soutien diplomatique et militaire croissant qu'ils ont accordé à leurs clients respectifs, à influencer, voire contrôler suffisamment le comportement de ces derniers. On peut dès lors se demander si, instruits par les inconvénients ayant résulté d'une trop étroite identification avec un des camps en présence, ils ne jugeront pas de leur intérêt de rééquilibrer leurs rapports avec la partie adverse. C'est apparemment ce qui est en train de se faire entre Washington et le Caire. Parallèlement, il n'est pas interdit de penser du tout qu'un jour pas trop éloigné verra la reprise des relations diplomatiques entre Moscou et Tel-Aviv.

- 9 -

En attendant, il est à tout le moins significatif que l'Union Soviétique n'ait pas cherché jusqu'ici à entraver les efforts de M. Kissinger en faveur d'un rapprochement israélo-égyptien, dont le chef de la diplomatie américaine retire à la fois le mérite et les dividendes. Plusieurs raisons expliquent semble-t-il l'actuelle réserve de Moscou : le désengagement de Suez ne préjuge nullement - nous venons de le voir - le règlement du problème sur le fond, en prévision duquel le Kremlin garde en mains tous ses atouts (notamment syriens et probablement palestiniens). Voilà pour l'avenir.

Pour le présent, l'accord signé au kilomètre 101 a l'avantage de rendre possible, sinon prochaine, la réouverture du Canal de Suez, si propice aux mouvements des navires russes, tant militaires que commerciaux.

Il semble donc, au fur et à mesure que s'amenuisent les retombées de la guerre du Kippour sur leurs relations, que Russes et Américains renouent progressivement le fil d'un dialogue planétaire un instant suspendu. Déjà on annonce pour cette année un nouveau sommet entre M. Brejnev et le chef de l'exécutif américain. Sans être dans le secret des Dieux, on ne s'aventurera guère en supposant que les deux Grands saisiront cette occasion de réexaminer l'ensemble du dossier proche-oriental, compte tenu des événements de l'automne dernier et sans doute avec le souci d'éviter qu'une nouvelle crise ne vienne derechef compromettre le courant normal de leur coopération, sinon mettre en péril la paix du monde.

A vues humaines, leurs efforts devraient tendre cette fois-ci à s'attaquer à la racine du problème, attendu que, depuis un quart de siècle, tous les palliatifs se sont avérés aussi coûteux qu'inopérants.

V

Cependant, même à supposer que l'on s'oriente à petits pas vers l'apaisement du différend israélo-arabe, ce serait une dangereuse illusion de croire que le monde retrouvera jamais la situation qui prévalait à la veille de la guerre du Kippour, le 5 octobre 1973. Cela tient au fait que le dernier rebondissement du conflit a provoqué une réaction en chaîne dont les effets se font sentir bien au-delà du Proche-Orient. Je veux naturellement parler de l'emploi, par les Arabes, de l'arme du pétrole.

Jusqu'alors, un obstacle essentiel avait empêché les gouvernements intéressés d'y recourir, à savoir leur désunion, que l'on disait endémique. Bien plus, certains dirigeants "progressistes", dont le Président Nasser, redoutaient expressément qu'on en fît usage, car ils se rendaient bien compte que la conséquence immédiate serait de faire passer le "leadership" arabe entre les mains du principal producteur d'or noir, le roi Fayçal d'Arabie, taxé par Le Caire de "monarque réactionnaire". Comment un tel retournement des choses a-t-il été possible?

Des facteurs divers y ont contribué. Dans l'immédiat - cela ne fait guère de doute - la disparition du Raïs eut pour effet de détendre le climat des relations entre les capitales arabes, si longtemps troublé par les prétentions à l'hégémonie du Président de la RAU.

Mais il existe d'autres raisons, plus profondes, et avant tout cette recherche de l'unité perdue, qui fut toujours

un vieux rêve au coeur de la nation arabe. Après la lutte contre l'occupation étrangère - turque, puis franco-britannique- c'est l'hostilité envers Israël qui en est devenu le principal catalyseur. Au cours des dernières années une évolution dans ce sens était en tout cas perceptible au niveau des opinions publiques, humiliées, traumatisées par la guerre des Six-jours. Conscients des avantages diplomatiques qu'ils pourraient en tirer, les gouvernants suivirent ou même précipitèrent le mouvement. On peut d'ailleurs se demander après coup si, à la veille du Kippour, les choses n'étaient pas plus avancées qu'on voulait bien le croire et si même les dirigeants égyptiens et syriens n'étaient pas déjà assurés du soutien d'un front arabe uni quand ils se sont lancés dans ce qui aurait été, sinon, une dangereuse aventure.

A son tour, la reprise des combats - avec les espoirs nouveaux qu'elle fit naître - a encore fortement élevé le degré de mobilisation psychologique de peuples connus pour leur émotivité. Toujours est-il qu'en peu de jours le vieux rêve commença à devenir réalité. Les gouvernements intéressés - à commencer par les plus modérés d'entre eux - surent le concrétiser aussitôt en mettant à profit l'arme qu'il leur procurait, celle du pétrole. Ce faisant, ils pouvaient enfin espérer, en atteignant l'économie des pays occidentaux et du Japon dans leurs oeuvres vives, dissocier ceux-ci d'Israël pour activer la libération des territoires occupés.

Est-ce à dire cependant que le recours à l'arme du pétrole soit la conséquence exclusive du conflit israélo-arabe? Certainement pas. S'il a pu être aussitôt pratiqué avec l'efficacité qu'on a vue, c'est parce qu'il répondait en soi - c'est-à-dire indépendamment du conflit proche-

- 12 -

oriental, qui joua tout au plus le rôle d'un détonateur - à l'intérêt fondamental bien compris des producteurs - pas seulement arabes - d'hydrocarbures.

Ces pays faisaient en effet valoir depuis assez longtemps que tout le processus d'extraction, de production, de commercialisation et de distribution du pétrole fonctionnait, à leurs yeux, au bénéfice quasi exclusif des pays consommateurs, sans parler des grandes compagnies multinationales. Les porte-parole des Etats producteurs ne se faisaient d'ailleurs pas faute de dénoncer dans le système tel qu'il était alors pratiqué, une séquelle de l'exploitation colonialiste de leurs ressources naturelles. De toute manière, le problème du pétrole - comme du reste, soit dit en passant, celui des autres produits de base - se trouvait donc posé et cela, sous le double point de vue des quantités à extraire et à mettre sur le marché (eu égard à l'état des réserves) et de leur rendement économique, en d'autres termes, de leur prix.

Cela dit, je voudrais à présent passer rapidement en revue les phases successives de l'opération déclenchée par les producteurs de pétrole, pour examiner ensuite ses retombées politiques, économiques et monétaires sur les rapports interatlantiques, sur les relations à l'intérieur de la CEE et sur la situation particulière du Japon.

VI

L'évolution de la situation pétrolière a soulevé deux ordres de problèmes, corrélatifs mais néanmoins distincts:

- 13 -

a) Le déficit d'approvisionnement

Alors que depuis octobre les pays consommateurs vivaient dans la crainte d'une réduction linéaire accrue de 5 % chaque mois, la situation s'est modifiée sensiblement avec la décision des pays producteurs arabes (OPAEP), le 23 décembre, de limiter la réduction globale d'approvisionnement à 15 %.

Toutefois, en même temps que ce recul de production de 15 % des pays de l'OPAEP, on a enregistré une augmentation de 4 % au moins des fournitures en provenance des autres pays producteurs. Dans ces conditions, même en tenant compte d'un accroissement continu de la demande évaluée à 6 ou 7 % l'an, on arrive, pour la période de septembre 1973 à mars 1974, à un recul de 6 à 7 % de la production destinée à l'ensemble des pays de l'OCDE. Ce chiffre doit être cependant considéré avec circonspection, car il est possible voire même vraisemblable qu'en raison des hausses de prix décidées en décembre dernier la consommation diminuera. Aussi le déficit d'approvisionnement pourrait-il être situé aux alentours de 4 %. Du point de vue strictement économique, les experts estiment qu'une réduction de cet ordre devrait être encore supportable, attendu qu'il serait possible de la répercuter davantage sur la consommation privée que sur le secteur industriel.

b) Prix du pétrole

Avec effet au 16 octobre 1973, les pays producteurs arabes, avant tout ceux du Golfe Persique, ont d'abord relevé le prix du brut, déclenchant ainsi un mouvement qui fut suivi

- 14 -

sous différentes formes et à des degrés divers par d'autres pays de l'OPEP. Du fait de cette décision, le prix affiché du brut léger est passé d'environ \$ 3.-- à \$ 5,11 le baril. Cette décision de hausse déjà considérable du prix du brut a été suivie par celle, plus spectaculaire encore, du 23 décembre qui a fait passer le prix du pétrole à environ 9 dollars le baril.

Dans ces conditions, le problème du pétrole, qui s'était d'abord posé sous l'angle des quantités disponibles, est depuis la fin de l'année dernière dominé avant tout par son aspect "prix".

Pour les pays industrialisés les conséquences se sont immédiatement fait sentir sur deux plans principaux:

a) Balance des paiements

La facture que les pays consommateurs doivent acquitter pour leurs importations de brut va se trouver augmentée d'au moins de 72 milliards de dollars par an! Avec un tel prix, il est toutefois probable que la consommation diminue d'environ 10 %, ce qui ramènerait ainsi la facture de 72 à 65 milliards de dollars. On estime, en outre, que les pays producteurs importeront des pays industrialisés pour environ 16 milliards de plus qu'avant la crise, ce qui aurait pour effet de fixer la facture pétrolière nette des pays consommateurs à environ 56 milliards.

Malgré les réductions que je viens de mentionner, ce dernier chiffre, vous en conviendrez, demeure à tout le moins très préoccupant. Il signifie en effet que l'ensemble des pays membres de l'OCDE, sauf peut-être les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne, enre-

gistreront un substantiel déficit de leur balance courante en 1974.

Dans le même temps, les pays producteurs de pétrole disposeront d'une épargne considérable, dont le ré-emploi soulève d'ailleurs des problèmes délicats pour les Etats industriels et fait déjà l'objet de discussions entre eux, notamment dans le cadre du Fonds monétaire international.

b) Inflation

D'une manière générale, les pays industrialisés admettent que l'augmentation du prix du pétrole renforcera le taux d'inflation de 2 à 2 1/2 %. Ce qui signifie que la lutte contre la hausse des prix, qui demeure partout prioritaire, n'en sera rendue que plus difficile.

VII

Une telle situation a eu pour conséquence d'ajouter au contentieux inter-atlantique un nouveau dossier, à la fois économique et monétaire.

En effet, la double perspective d'un déficit de la balance des paiements et du ralentissement de l'activité économique, menace pour l'instant beaucoup moins les Etats-Unis que leurs partenaires occidentaux. Ce qui tient essentiellement au fait que l'Amérique n'importe actuellement que 15 % des produits pétroliers nécessaires à sa consommation. Je n'ai pas besoin de rappeler que la situation est entièrement différente pour les autres pays industrialisés. D'ou l'affaiblissement de nombreuses monnaies européennes et du yen qui, par contre-coup, a rendu plus spectaculaire la remontée du dollar.

- 16 -

Quant au problème de l'approvisionnement énergétique proprement dit, y compris la question de son prix, il apparaît chaque jour davantage qu'Américains et Européens l'envisagent en ordre dispersé. Alors que Washington, comme vous le savez, préconise en effet une démarche conjointe des pays consommateurs, la France, de même que le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, se sont engagées dans une approche bilatérale, qui avec l'Arabie Séoudite, qui avec le Koweït, qui avec l'Iran. Des accords de troc - pétrole contre équipement industriel - seront probablement assortis de ventes d'armements conclues parallèlement. Toutefois l'idée d'un pool des Etats industriels n'est pas abandonnée. Elle constitue l'objet d'une conférence convoquée à Washington, par le Président Nixon, pour le 11 février prochain, que nous suivrons, ai-je besoin de le dire, avec une extrême attention.

VIII

Mais les bouleversements provoqués par la crise pétrolière n'ont pas affecté seulement les rapports entre les Etats-Unis et leurs alliés européens. Ils ont également semé la désunion au sein de la CEE. On aurait pu imaginer que, face à une contrainte extérieure, ses membres auraient eu la tendance de resserrer leurs liens. Mais, loin de se solidariser, le Marché Commun s'est au contraire effrité devant la manoeuvre des Etats arabes, justifiant ainsi les prévisions pessimistes dont je vous avais fait part dans mon tour d'horizon d'août dernier. Au lieu d'appliquer une politique énergétique commune, dont le principe avait pourtant été admis au sommet de Paris d'octobre 1972, les Neuf se sont en effet livrés à la surenchère. Non seulement l'Union économique et monétaire n'a pas progressé; elle a même

- 17 -

objectivement subi un recul du fait de la décision de la France de laisser flotter sa monnaie et de quitter ainsi le fameux serpent (symbole malheureux de la mésentente européenne).

Quant au Fonds régional - premier bénéficiaire que la Grande-Bretagne espérait toucher pour son ralliement à la CEE - il ne ressemble plus guère à ce qu'en attendaient les Britanniques. De plus, l'Europe du "chacun pour soi" est encore affaiblie par les vicissitudes intérieures que traversent plusieurs de ses membres : la Grande-Bretagne d'abord, mais aussi l'Allemagne fédérale, la Belgique et même la France. Dans le même temps, il nous faut bien le constater, les Neuf ne parviennent guère à s'entendre davantage sur une position commune tant à la CSCE que dans le cadre de la négociation de Vienne sur la réduction des forces. Nous devons voir la réalité en face : c'est le risque du provincialisme, du "campanilismo" comme disent les Italiens, qui guette la Communauté. C'est là, à n'en pas douter, un grave facteur de déséquilibre sur notre continent, dont nous avons tout lieu de nous montrer préoccupés, même si l'on peut trouver une certaine consolation dans l'idée que la Communauté en est encore à l'âge des maladies d'enfance et dans l'expérience historique qui démontre que des entreprises de cette envergure n'avancent le plus souvent qu'à coups de crises.

IX

A l'extrémité orientale du monde développé, l'embargo pétrolier a placé un autre allié des USA dans un dilemme difficile.

C'est du Japon qu'il s'agit. Cet Etat s'efforçait pourtant de poursuivre une politique équilibrée dans le conflit israélo-arabe. Or, il s'est trouvé du jour au lendemain menacé d'asphyxie économique par les restrictions de pétrole. Tributaire de fournisseurs étrangers pour l'ensemble des matières premières dont il a besoin, le Japon était particulièrement vulnérable aux pressions des producteurs arabes. C'est ce qui explique que le 22 novembre dernier, le gouvernement de Tokio, renversant sa politique antérieure, déclara solennellement : "Qu'à son avis, Israël devait se retirer de tous les territoires occupés et appliquer intégralement la résolution 242 du Conseil de sécurité". Une importante contribution aux organisations de secours aux Palestiniens accompagnait ces propos, que le ministre Takeo Miki, vint expliquer à fin décembre dans huit capitales arabes. Exposant la gravité de la situation créée par l'embargo, il offrit une aide économique importante et requit un traitement plus favorable pour le ravitaillement pétrolier, faisant valoir que, de toute façon, l'influence de Tokio était limitée et que le Japon était plus durement touché qu'aucun autre pays. Ses déclarations, selon lesquelles le Japon acceptait une part de responsabilité dans la mise en oeuvre de la résolution 242 et se déclarait fermement du côté des Arabes, de même que ses offres alléchantes de coopération économique (qui pourrait aller jusqu'à un milliard de dollars), ont apparemment convaincu notamment le roi Fayçal et le Président Sadate. Sur leurs instances l'OPAEP décida d'augmenter sa production à destination du Japon de 10 % au lieu de la diminuer de 5 % en janvier. En outre, et c'est le principal succès de la mission Miki, le Japon figurera désormais dans la liste des pays dits "amis". Cet avantage appréciable a valu un regain de prestige au gouvernement Tanaka, durement touché par l'abandon forcé de sa politique proche-orientale.

- 19 -

Néanmoins, le refus traditionnel des autorités nippones de se mêler des querelles de leurs fournisseurs et la doctrine de "répartition des risques", consistant à maintenir un équilibre stable des échanges commerciaux entre les pays industrialisés et ceux en développement, ont été battus en brèche.

La recherche de ressources énergétiques alternatives, gaz naturel sibérien ou pétrole chinois, pose en outre de redoutables problèmes politiques, que Tokio s'était jusqu'ici refusé à trancher. Le sentiment d'isolement du Japon, tant à l'égard des Etats-Unis, alliés difficiles, et de l'Europe, distante et affaiblie, que vis-à-vis d'une Chine méfiante et d'une URSS ambiguë, ne peut que se renforcer.

L'exemple du Japon, est l'illustration, sous une forme quasi caricaturale, de la crise que traverse actuellement le monde industrialisé. Nulle part la dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur n'était plus étroite. Nulle part le choc en retour de la raréfaction et du renchérissement du pétrole n'a été plus brutal. Nulle part la volte-face politique n'a été plus complète. Nulle part enfin, l'éthique internationale ne s'est vue pareillement bafouée.

* * *

Quelles conclusions peut-on d'ores et déjà tirer des derniers événements?

D'abord, qu'on ne se trouve pas en présence d'une simple péripétie, mais peut-être d'un tournant décisif de l'économie sinon de l'histoire contemporaine. En tous cas, ce qui est clair c'est que la crise du pétrole a fait éclater aux yeux de chacun l'incroyable dépendance énergétique, c'est-à-dire la fragilité

de l'essor industriel de l'Europe et du Japon et partant, de leur niveau, de leur mode de vie et, en fin de compte, de toute leur armature sociale et politique.

Il faut bien le reconnaître, l'attrait du pétrole bon marché a fait dangereusement négliger l'exploitation et la prospection d'autres sources énergétiques, plus sûres et plus accessibles parce que plus proches. Pire : on a pris un sérieux retard dans l'étude et la mise en chantier des procédés issus de la désintégration de l'atome. Sur ce plan, il importe plus que jamais d'aller hardiment de l'avant.

D'une façon plus générale, il importe, à nos yeux, surtout de repenser toute notre politique énergétique dans le sens d'un meilleur équilibre. En d'autres termes, même si l'embargo est progressivement levé et que l'or noir coule de nouveau à flots vers notre continent, que dis-je, même si son prix s'abaisse et se rapproche de la normale, il serait inexcusable que l'Europe de l'Ouest - déjà demeurée passive après le coup de semonce de Suez en 1956 - se trouve de nouveau exposée pour une raison ou pour une autre, à subir les pressions, quand ce ne sont pas les caprices des pays producteurs. Il y va, ni plus ni moins, de son indépendance et de son prestige. La crise actuelle n'aura pas été vaine si elle nous amène tous - gouvernants et particuliers - à prendre conscience de cet impératif.